



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 22/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SITDCE UIOM**

SITDCE  
32 Cours Sainte Anne  
68000 Colmar

Références : 0006700386\_2024\_10\_10\_SITDCE\_ViPPCBREFWI  
Code AIOT : 0006700386

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SITDCE UIOM implanté 174 rue du Ladhoff 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération est applicable depuis le 03 décembre 2023. Le contrôle a notamment visé à vérifier le respect de certaines dispositions de cet arrêté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITDCE UIOM
- 174 rue du Ladhoff 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation concernée par le contrôle est un incinérateur qui traite des ordures ménagères et des déchets d'activités économiques.

Le procédé de traitement permet par ailleurs de produire de la vapeur afin d'alimenter le réseau de chaleur de l'agglomération colmarienne.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Action nationale 2024 Conformité incinérateurs IED

#### **Référentiel réglementaire**

- arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1	Demande d'action corrective	4 mois
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2	Demande d'action corrective	4 mois
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5	Demande d'action corrective	12 mois
5	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesure du Benzo[a]pyrène et du N2O	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Obligation de surveillance continue (QAL2)	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande d'action corrective	2 mois
9	Condition de surveillance (QAL3)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2 de l'annexe 2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
7	Valeurs limites	Arrêté Ministériel du 12/01/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Annexe 7, point 7.1.1	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités dont :

- l'absence de mise en œuvre d'un plan de gestion des OTNOC ;
- l'absence de réalisation d'une campagne de mesure en phase de démarrage et d'arrêt sans brûlage de déchets ;
- l'absence de surveillance ponctuelle des paramètres PBDD/PBDF, Benzo[a]pyrène et N2O ;
- l'absence de formalisation de la procédure de réalisation des QAL3.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la consigne n°440 "Gestion des NOC et OTNOC", qui inclut notamment des renvois aux consignes spécifiques abordant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les conditions NOC (renvoi à la consigne n°402) ;</li> <li>• les valeurs limites d'émission autorisées dans les conditions OTNOC (renvoi à la consigne n°150) ;</li> <li>• la définition d'une situation anormale (renvoi à la consigne n°120) ;</li> <li>• le plan de sécurisation et de sauvegarde des informations (renvoi à la consigne n°200) ;</li> <li>• la gestion de crise à la suite d'une situation OTNOC (renvoi à la consigne n°031).</li> </ul> <p>L'inspection a constaté que cette consigne ne comportait pas l'intégralité des éléments attendus dans un plan de gestion des OTNOC, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en évidence des risques de OTNOC ;</li> </ul>

- la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- les actions immédiates à mettre en œuvre pour éviter la survenue d'OTNOC ;
- les modalités d'examen et de mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Il a été constaté qu'il n'existe pas d'automatismes pour la détection des situations OTNOC. L'exploitant indique qu'en cas de détection d'une situation anormale, les opérateurs doivent remplir la fiche d'analyse "400\_formulaire\_analyse\_OTNOC". La revue de direction, constituée du directeur de l'usine, du responsable d'exploitation, du responsable maintenance et de la responsable sécurité environnement, se réunit à fréquence bi-hebdomadaire pour évaluer ces situations et déterminer si celles-ci relèvent ou non d'une OTNOC, notamment sur la base de la grille annexée au guide FNADE – révision 4. Si tel est le cas, le système de traitement des données est complété *a posteriori* pour prendre en compte la comptabilité d'une situation OTNOC.

Si nécessaire, un plan d'actions est mis en place (tracé dans la GMAO si cela implique une maintenance). Le cas échéant, l'exploitant consigne les actions retenues à faire lors des arrêts programmés.

L'Inspection observe toutefois que compte tenu de la procédure mise en œuvre par l'exploitant, dans la pratique, les dispositions mises en œuvre par l'exploitant vont dans le sens d'une prise en compte du retour d'expérience. Toutefois, d'un point de vue formel, l'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion tel que prévu.

Compte tenu des éléments exposés ci-avant il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Les durées de fonctionnement en période OTNOC sont de 24 heures sur la ligne 1 et de 36 heures sur la ligne 2 depuis le début de l'année.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection considère que les éléments organisationnels en place constituent d'ores et déjà une gestion des situations dégradées (NOC ou OTNOC).

Pour autant, il conviendra que l'exploitant constitue un plan de gestion des OTNOC de nature à répondre à la prescription contrôlée.

Dans ce cadre, il pourra utilement s'appuyer sur le guide CWEP/ESWET/FEAD/EUROHEAT & POWER dont une traduction en français est disponible dans le guide d'application FNADE - révision 4. Il appartiendra toutefois à l'exploitant de le décliner par rapport à ses installations.

Le plan de gestion devra également définir des critères objectifs visant à déterminer les situations OTNOC. A cet égard, les dysfonctionnements même sans dépassements de VLE constituent des signaux faibles qu'il convient de prendre en compte dans l'évaluation périodique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

#### **Prescription contrôlée :**

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances

associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas encore effectué l'évaluation périodique et ne l'a pas programmée.  Considérant que le recensement des situations OTNOC a été mis en place depuis 2024, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il conviendra de prévoir l'évaluation périodique des OTNOC à l'issue de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. [...]  Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que la surveillance des émissions est assurée en continu, y compris en situation OTNOC.  Il a été constaté que la campagne de mesure des émissions en phase d'arrêt et de démarrage n'a pas encore été réalisée. L'exploitant a indiqué que la campagne était prévue lors du prochain arrêt pour maintenance de chaque ligne (juin et septembre 2025).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la campagne de mesures prévue lors du prochain arrêt technique. Des mesures sont à réaliser en phase d'arrêt et en phase de démarrage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 4 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération [...] - Mercure : mesures en continu   normes EN génériques et EN 14884 [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un équipement de type MERCEM 300Z sur chaque ligne. Le QAL1 établi par le TÜV a été présenté dans le cadre du contrôle et n'appelle pas de remarques. Sa date d'expiration est le 1<sup>er</sup> mars 2027.</p> <p>La présence de l'équipement en fonctionnement a été constatée au cours de la visite, ainsi que le report des résultats de la surveillance au poste de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération [...] - PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois   pas de norme</p> <p>- PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme   normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables   norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Il a été constaté que l'exploitant réalise la surveillance des PCB de type dioxines en semi-continu et de manière ponctuelle, selon les périodicités prévues (respectivement une fois tous les mois et une fois tous les six mois), sans dépassement constaté des valeurs indicatives (0,01 ng OMS-ITEQ/Nm3).</p> <p>La surveillance du paramètre PBDD / PBDF n'a pas été réalisée bien qu'elle ait été demandée à l'organisme en charge des mesures lors de la campagne de mesure du 20 février au 8 mars 2024 (cf. constat n°6). Cela constitue une non-conformité. L'exploitant a transmis le 7 novembre 2024 l'avenant au contrat de prestation d'analyses pour la mesure du paramètre PBDD / PBDF. Dans ce contexte, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la mesure du paramètre PBDD/PBDF selon la périodicité prévue (une fois tous les six mois) et de communiquer les résultats à l'Inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Mesure du Benzo[a]pyrène et du N2O

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD		
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.		
a) Pour les installations d'incinération		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329
[...]         (3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée         [...]		
<b>Constats :</b> Concernant les paramètres Benzo[a]pyrène et N2O, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle. L'exploitant a transmis le 7 novembre 2024 l'avenant au contrat de prestation d'analyses pour la mesure des paramètres benzo(a)pyrène et N2O.  Considérant que les dispositions ne sont applicables que depuis le 03 décembre 2023 et que la fréquence de surveillance est annuelle, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade pour l'absence de contrôle des paramètres Benzo[a]pyrène et N2O.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la mesure des paramètres Benzo[a]pyrène et N2O avant le 03 décembre 2024 et de communiquer les résultats à l'Inspection.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

#### N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :



Paramètre (mg/Nm3)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5	[...]	moyenne journalière
COVT	10		moyenne journalière
CO	50		moyenne journalière
HCl	8		moyenne journalière
HF	1		moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO2	40		moyenne journalière
NOx	80 (2)		moyenne journalière
NH3	10		moyenne journalière
Cd+Tl	0,02		moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3		moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg	0,02		moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm3)	0,08		moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme

(2) La valeur est de 150 mg/Nm3 si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm3 et 150 mg/Nm3 par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

[l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 fixe la VLE pour les NOx à 80 mg/Nm3 en moyenne journalière. Il s'agit donc de la VLE opposable pour ce paramètre]

#### Constats :

L'exploitant a présenté les rapports du 5 février et du 10 avril 2024 associés aux campagnes de mesure réalisées du 14 au 23 novembre 2023 (les valeurs limites définies par l'arrêté du 12 janvier 2021 n'étaient pas applicables à cette date) et du 20 février au 8 mars 2024.

Les résultats de mesure du 4 mars 2024 (rapport du 10 avril 2024) de la ligne 1 montrent un dépassement de la valeur limite d'émission pour le monoxyde de Carbone.

L'organisme accrédité de mesure a réalisé 3 séries de mesures de 30 min. Il a mesuré des concentrations en monoxyde de carbone de respectivement 22,78, 92,12 et 67,63 mg/m<sup>3</sup>. L'organisme déduit une moyenne de 60,84mg/m<sup>3</sup>.

L'exploitant a présenté les résultats de sa surveillance en continu sur le paramètre monoxyde de carbone (CO). Ils mettent en évidence un pic de CO au cours de la période de mesure de l'organisme accrédité. L'exploitant a justifié que la valeur moyenne sur la journée était inférieure à 50 mg/Nm<sup>3</sup>. En outre, les moyennes sur 30 minutes sont inférieures à 100 mg/Nm3, valeur limite fixée à l'article 3.1.5 de l'arrêté du 12 octobre 2017 pour les valeurs moyennes calculées sur 30 minutes.

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas proposé de suites administratives.

Le rapport n'a pas donné lieu à d'autres observations.

Il est par ailleurs noté que l'organisme en charge des mesures ne prend pas en compte les valeurs de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation

au titre de la rubrique 3520 [...]. Il en résulte des comparaisons à des valeurs limites d'émission plus haute que celles en vigueur. Pour autant, les autres paramètres que le monoxyde de carbone sont relevés en-deçà des VLE de l'arrêté du 12 janvier 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Obligation de surveillance continue (QAL2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2

**Prescription contrôlée :**

Un étalonnage des équipements « de mesure en continu et en semi -continu des polluants atmosphériques ou aqueux » doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Prescription connexe - extrait de la norme NF EN 14181 :**

Une procédure QAL2 doit être réalisée [...] :

- au moins tous les cinq ans pour chaque AMS, ou plus fréquemment si la législation ou l'autorité compétente l'exige.

En outre, une procédure QAL2 doit être effectuée pour tous les mesures subissant les effets :

- d'une modification majeure du fonctionnement de l'installation industrielle (par exemple, une modification du système de réduction des effluents gazeux ou un changement du combustible) ;

ou

- de réparations ou de modifications majeures subies par l'AMS et qui influenceront de façon importante les résultats obtenus.

Les résultats de la procédure QAL2 doivent être suivis d'effet dans les six mois suivant les modifications. Pendant la période précédant l'établissement d'une nouvelle fonction d'étalonnage, l'ancienne fonction d'étalonnage doit être utilisée (avec une extrapolation si nécessaire).

**Constats :**

Pour mémoire, les deux lignes d'incinération sont équipées de lignes de surveillance titulaires et redondantes. L'exploitant a fait réaliser un QAL2 pour les deux lignes sur les dispositifs titulaires et redondants du 16 au 29 novembre 2022 (rapport du 06 février 2023) sur l'ensemble des paramètres.

Un QAL2 complémentaire a été réalisé du 22 au 30 mars 2023 (rapport du 31 octobre 2023) pour les paramètres CO, COT, SO<sub>2</sub> et O<sub>2</sub> de la ligne 1 pour le dispositif titulaire et CO et O<sub>2</sub> de la ligne 2 pour les dispositifs titulaire et redondant compte tenu des conclusions du QAL2 précédent qui n'étaient pas satisfaisantes pour ces paramètres.

Compte tenu des remarques formulées par l'Inspection dans le rapport du 28 décembre 2023 relatif au contrôle du 26 octobre 2023, émettant notamment des réserves sur la fiabilité et la représentativité des mesures, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle procédure QAL2 pour l'ensemble des lignes de mesure en continu (titulaire et redondant pour les deux lignes d'incinération).

<p>Un nouveau QAL2 a ainsi été réalisé du 26 février 2024 au 07 mars 2024. Le rapport daté du 27 septembre 2024 a été réceptionné quelques jours avant le contrôle par l'exploitant.</p> <p>Le rapport conclut que les fonctions d'étalonnage déterminées dans le cadre de la procédure ne permettent pas une correction fiable pour un certain nombre de paramètres (ligne 1 titulaire : poussières, NH3, HCl, SO2, CO et NOx ; ligne 1 redondant : poussières, NH3, HCl, NOx ; ligne 2 titulaire : poussières, HCl, SO2 ; ligne 2 redondant : poussières, HCl, SO2, CO, NOx) et recommande de ne pas intégrer les fonctions correspondantes dans le système de traitement des données.</p> <p>Il ressort de ces éléments que, pour certains paramètres, les procédures QAL2 n'ont pas permis de déterminer des fonctions d'étalonnage apportant une correction fiable depuis plusieurs années (ligne 1 titulaire : SO2 et HCl ; ligne 1 redondant : poussières et HCl ; ligne 2 titulaire : poussières et HCl ; ligne 2 redondant : poussières), alors que des maintenances importantes et des remplacements de certains composant des dispositifs de mesure ont eu lieu entre 2020 et 2021.</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans la mesure où il venait de réceptionner le rapport de l'organisme, les investigations réalisées ne lui avaient pas permis d'identifier des problèmes particuliers.</p> <p>Il a été indiqué que des échanges avec les fournisseurs des dispositifs de mesure en continu sont prévus dans le cadre de la maintenance des dispositifs programmée à court terme.</p> <p>En outre, l'exploitant s'est engagé à faire réaliser une nouvelle procédure QAL2 en 2025. Dans l'attente, il a indiqué qu'il appliquerait des droites <math>y = x</math> pour les paramètres concernés dans le système de traitement des données.</p> <p>Il est rappelé que le guide FNADE – révision 4 précise que « Si ces conditions sur la droite d'étalonnage ne sont pas respectées lors d'un QAL2, l'exploitant pourra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyser le problème avec le constructeur de l'analyseur et le laboratoire de contrôle ayant effectué le QAL2 ;</li> <li>• Eventuellement refaire le QAL2 (pour les poussières l'expérience montre que c'est très difficile d'obtenir des droites satisfaisant les conditions a et b : il est donc souvent inutile de refaire le QAL 2) ;</li> <li>• Ne pas prendre en compte la droite d'étalonnage QAL ».</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer les résultats des investigations engagées et d'indiquer les actions mises en œuvre à la suite des résultats de la dernière procédure QAL2 dans un délai de deux mois.</p> <p>Après réalisation des nouvelles procédures QAL2, l'exploitant communiquera les rapports à l'Inspection avec des éléments d'appréciation sur les résultats.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Condition de surveillance (QAL3)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, point 2.2.2 de l'annexe 2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS		
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.2.2. Surveillance des effluents gazeux  Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération :		
<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Norme(s) ou équivalent</b>

NOx	En continu	Normes EN génériques
NH3	En continu	Normes EN génériques
CO	En continu	Normes EN génériques
SO2	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
[...]	[...]	[...]

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

7.2 de la norme NF EN 14181

« [...] Le QAL3 requiert donc que les opérateurs d'installations industrielles aient mis en place une procédure qui décrit les exigences relatives

- au mesurage au zéro et en concentration ;
- à la représentation graphique de ces valeurs à l'aide de cartes de contrôle ; et
- à l'usage des cartes de contrôle pour déterminer s'il existe des écarts systématiques, si les écarts aléatoires deviennent trop grands, et pour négliger les écarts aléatoires s'ils se trouvent dans des limites déterminées de la carte de contrôle »

#### Constats :

Le contrôle a porté uniquement sur la formalisation de la procédure QAL3 qui vise à vérifier l'absence de dérive de l'analyseur au cours du temps.

Il a été constaté que l'exploitant met en œuvre une procédure QAL3 depuis avril 2024, avec réalisation de cartes de contrôle graphiques.

Toutefois, l'exploitant n'a pas établi la procédure décrivant les exigences relatives aux éléments cités ci-dessus.

S'agissant d'aspects documentaires, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

#### Demande à formuler à l'exploitant

Il appartient à l'exploitant d'établir la procédure prévue au 7.2 de la norme NF EN 14181.

Il veillera tout particulièrement à ce qu'elle précise notamment :

- les matériels et matériaux de référence utilisés ;
- la périodicité des mesures et leur justification ;
- les règles de décision en vue d'un ajustage ou d'une maintenance (atteinte des limites de la carte de contrôle) ;
- la manière de réaliser une transition entre un matériau de référence et un autre.

Il est également rappelé que le 7.2 de la norme NF EN 14181 précise que « La fréquence nécessaire du QAL3 est d'au moins une fois pendant l'intervalle de maintenance, qui est défini, conformément à l'EN 15267-3, lors du processus de certification de l'AMS ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois